

# PS, l'improbable regain régionaliste

**Écarté du pouvoir fédéral, le PS va-t-il renouer avec la ligne wallonne dure qui fut la sienne lors de sa précédente cure d'opposition, dans les années 1980 ? Le scénario semble peu crédible, tant le parti d'Elio Di Rupo a lié son sort à celui de la Belgique.**

Par **François Brabant**

**C**'est l'une des lois les mieux vérifiées du système belge. Plongés dans le bain de l'opposition, les grands partis politiques durcissent leurs positions communautaires et aiguisent le tranchant de leurs revendications régionalistes. Cela s'est vu dans les années 1980, quand le

socialiste Guy Spitaels s'est érigé en champion de la cause wallonne, se servant du remuant José Happart pour terroriser le camp nordiste et regonfler un PS fort décati (*lire l'encadré en page 18*). Même configuration dans les années 1990, quand le fringant Guy Verhofstadt a paré son parti libéral de nouveaux ornements flamands, troquant l'unitarisme ringard du PVV contre un VLD en pointe sur le front institutionnel. Sans oublier les années 2000, qui ont vu le virage confédéral pris par les chrétiens-démocrates néerlandophones.

Alors, rebelote dans les années 2010 ? A première vue, le PS pourrait être tenté d'adopter la même posture. A savoir : jouer au meilleur francophone, cogner

contre les lourdeurs de la Belgique, avec l'espoir de se refaire une santé sur le dos de l'autre Communauté. Rejeté dans l'opposition au niveau fédéral, le parti d'Elio Di Rupo n'aura plus à assumer les compromis boiteux inhérents au modèle belge. Réfugiés dans leurs citadelles de Wallonie et de Bruxelles, les commandos socialistes pourront à loisir saboter les décisions du gouvernement central, dans une logique quasi-sécessionniste.

Possible de prime abord, cette stratégie risque toutefois de rester lettre morte. Le PS ne semble pas près de hisser haut le drapeau wallon de la révolution régionaliste. Encore moins le drapeau bruxellois... Pour une raison simple : vu les compétences déjà transférées aux Régions et aux Communautés, renforcer celles-ci reviendrait à menacer l'existence même de l'Etat fédéral, donc de la sécurité sociale à

laquelle le PS tient comme à la prunelle de ses yeux. « Je ne vois pas de nouvelle percée régionaliste au PS », confirme Claude Eerdeken, bourgmestre d'Andenne. Entré au Parlement en 1985, trois ans avant le retour au pouvoir du PS, il est l'un des derniers mandataires socialistes à avoir connu l'opposition. « Avec la dernière réforme de l'Etat, explique-t-il, on a poussé l'autonomie des Régions tellement loin que vouloir l'augmenter encore, ce serait précipiter la disparition de la Belgique. Or le PS tient à la Belgique. On n'a pas du tout envie d'un Etat fédéral qui se résumerait à une coquille vide. »

Pierre Verjans, professeur de sciences politiques à l'Université de Liège, prend lui aussi les paris. « Le PS ne va pas abandonner le discours belge qui a été le sien sous l'ère Di Rupo, pronostique-t-il. Au contraire, il va utiliser ce discours belge pour dénoncer l'espèce de trahison du MR et pour diaboliser la N-VA, présentée comme un parti voulant détruire à la fois la Belgique et la sécurité sociale. » Pas de grande flambée communautaire en vue. En tout cas, le PS n'aura guère intérêt à déclencher les hostilités. « Attaquer la Flandre de front, ce serait rentrer dans une logique très anti-belge, poursuit Pierre Verjans. Le problème, c'est que le PS ne peut revenir au pouvoir que s'il trouve des alliés en Flandre. Plutôt que d'attiser le feu communautaire, il va donc chercher à se présenter aux yeux des progressistes flamands comme une force alternative à la droite néolibérale. Le PS dira qu'il ne s'agit pas d'un affrontement nord-sud, mais gauche-droite. »

La présence du PS dans les gouvernements régionaux, plutôt que de décupler ses ardeurs régionalistes, risque bien de les brider. La faute au contexte particulier de la prochaine législature, au cours de laquelle s'échelonneront les transferts de compétences décidés par la 6<sup>e</sup> réforme de l'Etat. « Cela impliquera des besoins très forts de coopération entre les niveaux de pouvoir, insiste Philippe ●●●

●●● Destatte, directeur de l'Institut Destrée et spécialiste du Mouvement wallon. Si le PS était dans l'opposition partout, il pourrait réactiver le régionalisme wallon, avec l'espoir d'aller rechercher les 5 % ou les 10 % de l'électorat qui lui manque. Mais comme il reste présent dans les exécutifs régionaux, il n'a pas intérêt à envenimer les relations intra-belges. S'il le fait, il en paiera le prix immédiatement : le gouvernement fédéral traînera des pieds pour réaliser les transferts de compétences, les fonctionnaires n'arriveront pas à Namur en temps voulu, les moyens financiers ne suivront pas... »

Autre élément décisif : les principaux leaders du PS sont plutôt des fédéralistes d'union. Paul Magnette et Elio Di Rupo ont soutenu le principe d'une circonscription électorale nationale. Un moyen parmi d'autres de ressouder les Belges du nord et du sud. « Chez Di Rupo, le discours belge correspond à une sensibilité sincère, remarque l'essayiste Claude Demelenne, auteur de plusieurs essais consacrés au PS. Au-delà du positionnement tactique, il est viscéralement allergique à toute forme de wallingan-

tisme. »

Il reste pourtant au PS des personnalités imprégnées de régionalisme wallon, notamment les ministres Jean-Claude Marcourt et Eliane Tillieux. « En théorie, ceux-ci pourraient réclamer le transfert vers l'échelon régional de toutes les matières liées à l'emploi, afin de former un ensemble homogène, analyse Jean-Benoit Pilet, professeur de sciences politiques à l'ULB. Mais comment y parvenir sans toucher à la sécurité sociale ? Ce sera un grand dilemme pour eux. Et ce risque de rendre leur discours moins simple. »

Et ça risque de rendre leur discours moins simple. »

Le PS pourrait donc déroger à la tendance observée depuis trente ans. L'opposition, cette fois, n'entraînerait nulle radicalisation communautaire. A moins d'un imprévu. « A priori, je ne vois pas du tout le PS tenir un discours de type confédéraliste, avance Claude Demelenne. Mais il faut garder à l'esprit que ce parti n'a plus connu l'opposition depuis un quart de siècle. Ses dirigeants s'apprentent à livrer un exercice totalement inédit pour eux. Cela peut donner lieu à des surprises. » ●

#### • Années 1980

##### **Spitaels contre « l'Etat belgo-flamand »**

*La scène se déroule le 24 juin 1982. Face à la presse, Guy Spitaels se lance dans un réquisitoire implacable contre « l'Etat belgo-flamand ». Sidérurgie, administration, chemins de fer... Méthodiquement, le président du PS énumère quinze exemples de disparités de traitement subies par le sud du pays. Il dénonce l'éternel « deux poids, deux mesures » que doivent encaisser les francophones. Six mois plus tôt, les socialistes ont basculé dans l'opposition. Ils y resteront jusqu'en 1988. Tout au long de cette période, Spitaels se fera grand seigneur de la cause wallonne. Il orchestrera la radicalisation du PS sur le plan communautaire, symbolisée par le recrutement de José Happart. Une stratégie payante : dans la foulée de son triomphe électoral de 1987, le PS revient au pouvoir. Et adoucit aussitôt ses revendications régionalistes. ●*

Source : Le Parti socialiste, par Robert Falony, éditions Luc Pire.

#### • Années 1990

##### **L'offre de Verhofstadt aux nationalistes**

*Arrivé en 1982 à la tête des libéraux flamands, alors siglés PVV, Guy Verhofstadt s'emploie avec énergie à en moderniser l'image. Il surfe sur la vague thatchérienne. Lorsque son parti est éjecté du pouvoir, en 1988, le jeune président impose une rupture avec le profil belge, unitariste, qui est alors celui du PVV. Verhofstadt caresse même un rêve : absorber les nationalistes de la Volksunie, pour créer une grande formation de droite qui mettrait fin à l'immobilisme belge. Jaak Gabriëls, le président de la VU, accepte l'offre. Mais ses troupes ne le suivent pas. Qu'importe : Verhofstadt transforme tout de même le PVV (Parti de la liberté et du progrès) en VLD (Flamands, libéraux et démocrates). Au passage, il rallie quelques transfuges de la VU, parmi lesquels Jaak Gabriëls et Bart Somers. Ceux-ci contribueront à donner une tonalité plus flamande à leur parti d'adoption. ●*

#### • Années 2000 Le CVP dans les bras de la N-VA

*Evincés du pouvoir après la débâcle de 1999, les chrétiens-démocrates du CVP se cherchent une nouvelle voie. Elle sera flamande. En 2001, lors du congrès de Courtrai, le parti se renomme CD&V. Détail tout sauf anodin : dans le nouveau sigle, le V ne signifie plus Volks (populaire), mais Vlaams (flamand). Au cours du même congrès, le parti se prononce en faveur du confédéralisme. Les mois suivants, il fait de la scission de l'arrondissement bilingue de Bruxelles-Hal-Vilvorde son cheval de bataille absolu. Prolongement presque naturel : en 2004, les chrétiens-démocrates se présentent aux élections en cartel avec les indépendantistes de la N-VA. ●*

# VAN CAU « Relancer l'idée d'une Constitution wallonne »

**Pour l'ancien ministre-président wallon, l'heure n'est plus aux revendications institutionnelles. « On a épuisé le catalogue », dit-il. Mais le Carolo appelle Elio Di Rupo à « porter la fierté wallonne ».**

**Le Vif/L'Express : Maintenant que le PS se dirige vers l'opposition, vous attendez-vous à un raidissement sur le plan communautaire ?**

↳ **Jean-Claude Van Cauwenberghe :** Ma réponse est nuancée. Depuis les années 1980, il y a eu deux réformes de l'Etat et une terrible évolution institutionnelle. La dernière a fait faire aux entités fédérées un bond en avant extraordinaire. Aller plus loin, cela épouserait trop la stratégie de la N-VA. Du temps des régionalistes historiques, c'était différent. Il restait encore beaucoup de choses à conquérir : Namur n'était pas pleinement reconnue comme capitale de la Wallonie, le parlement wallon n'était pas élu au suffrage universel... Entre-temps, je ne dirais pas qu'on a épuisé le catalogue, mais presque.

**Pour les socialistes, l'heure n'est plus aux revendications wallonnes ?**

↳ Si, mais plutôt sous l'angle culturel, identitaire. La tentative de Rudy Demotte de lancer un grand débat sur l'identité wallonne a été tournée en ridicule. C'est dommage. A mon avis, c'est le moment de ressortir cette idée. Un parti qui se trouve dans l'opposition au fédéral peut facilement sortir ce drapeau-là de sa poche sans conséquence institutionnelle. Il est temps pour le PS de mettre en avant la fierté wallonne, l'identité wallonne, mais sans que ça débouche comme autrefois sur des revendications pour obtenir plus de compétences de ceci ou de cela. Car sur le plan institutionnel, on touche à l'os. On a déjà beaucoup taillé dans la chair de la Belgique.

**En 2006, vous aviez déposé au parlement wallon une proposition de décret visant**

**à instituer une Constitution wallonne. L'idée vous paraît encore d'actualité ?**

↳ Tout à fait ! J'ai été vilipendé pour avoir proposé cette idée, à l'époque. Mais c'est le moment de la relancer. Posséder une Constitution, c'est une des bases élémentaires pour créer de la fierté. Tous les Länder allemands en ont une. Je trouve aussi qu'on devrait introduire un peu d'histoire wallonne dans l'enseignement. Ce sont des thèmes que le PS devrait mettre en avant, car si on ne le fait pas, aucun autre parti ne le fera. J'ai toujours dit que les socialistes gagnent les élections quand ils arborent un double profil : le social et les engagements wallons.

**Elio Di Rupo est toujours resté à distance du courant régionaliste. Il est Premier ministre sortant. Vous le voyez porter le drapeau de l'identité wallonne ?**

↳ L'homme est intelligent. Il s'adapte aux situations. Un jour, il m'a dit : ton discours, je le comprends bien, mais il n'est pas audible pour le grand public. La phrase m'est toujours restée dans l'oreille. Peut-être que ce discours va maintenant devenir audible, avec l'arrivée de la N-VA dans la coalition fédérale... Compte tenu de la présence flamande forte au gouvernement, ne faudra-t-il pas une présence wallonne forte ? Tous les grands sociologues le disent : un peuple ne peut se développer uniquement par des mesures économiques. Il faut un lien d'appartenance, une identité sentimentale. Elio Di Rupo pourrait porter cette fierté wallonne, ça ne menace en rien les structures de l'Etat qu'il a contribué à sauver. Il n'a pas à se renier. ●

**Entretien : François Brabant**